

SUR LES PROBLEMES PAYSANS

Dans le numéro d'avril nous avons déjà consacré un article aux problèmes paysans dont il n'est pas permis de se désintéresser. Un de nos amis nous envoie la lettre suivante sur les problèmes actuels de la paysannerie. Nous espérons qu'elle suscitera d'autres contributions.

Nous sommes ici dans une commune de la Limagne. Il y a quelques années un quart des terres restait en friche et pourtant le sol est fertile par ici. Les parcelles étaient trop petites, 5 ou 6 ares parfois, trop loin de l'exploitation principale et ne justifiaient pas le déplacement d'un tracteur et la perte de temps qui résultait de cette situation. Par exemple les 25 hectares dont X... est propriétaire étaient répartis en 104 parcelles. Aujourd'hui après le remembrement il ne possède plus que 14 parcelles ; cela semble trop à certains : les unités d'exploitation ne leur semblent pas assez grandes.

Les résultats de ce remembrement : aujourd'hui toutes les terres sont cultivées et pourtant la population active a baissé de près d'un quart ; de plus, ceux qui restent demandent à affermer d'autres terres et se disputent les terres des partants. Tout cela parce que le matériel est aujourd'hui mieux employé, et qu'il est possible de cultiver le double de surface avec le même matériel.

On a aussi procédé au remembrement à C... et maintenant il y a besoin de moins de main-d'œuvre, d'anciens paysans sont partis. Aussi dans un village voisin les paysans se refusent-ils énergiquement à procéder au remembrement des terres.

Ainsi le remembrement, nécessaire pour augmenter la productivité de l'agriculture française, pour employer de la meilleure façon le matériel moderne et procurer des revenus plus élevés aux paysans, ce remembrement se cependant rejeté parce que dans le cadre actuel capitaliste, des paysans seront réduits au chômage. Seul l'Etat ouvrier pourrait leur procurer du travail dans d'autres secteurs.

Ce n'est d'ailleurs par le seul obstacle auquel se heurte le remembrement. Ici les paysans opposés au début, se sont ralliés à cette solution et le remembrement s'est fait en deux ans ; alors les paysans n'ont plus mis ni fumier, ni engrais sur les terrains qu'ils devaient échanger : à quoi bon dépenser de l'argent et de la peine sur des terres qui ne seront plus à vous et dont le voisin héritera. Et certains ont épuisé les terres.

Ce même individualisme empêche toute modification progressiste de l'agriculture. Quatre ou cinq paysans d'ici ont acheté une machine en commun. Certains l'utilisaient sans la graisser, sans la soigner et la remettre en état après usage. C'était toujours les mêmes qui devaient le faire. Pour se servir d'un matériel en commun il faut un grand esprit de responsabilité et le paysan est trop individualiste. Cela condamne-t-il une solution socialiste ? Je ne le crois pas. Mais il faudrait que l'un des paysans soit responsable de la machine et qu'il n'y ait que lui à s'en servir. Il pourrait aller travailler avec elle sur la terre des autres contre remboursement en nature ou paiement en argent. Voilà une possibilité. Une autre serait d'avoir des spécialistes, des mécaniciens pour s'occuper des machines. Les syndicats d'exploitants pourraient se fixer un tel objectif mais cela semble surtout possible avec l'aide d'un Etat socialiste.

A côté d'ici, à Co..., la coopérative marche bien mais il en est rarement de même. Car là il y a un homme capable et c'est l'homme qui fait tout. Mais regardez la campagne : Si un enfant est doué, il fait des études ou va à la ville. Seul celui qui ne peut rien faire d'autre reste au village. Derrière les bœufs on ne met que les plus bêtes. Alors où trouver les cadres nécessaires, les animateurs ?

Ce qu'il faudrait, c'est un véritable enseignement agricole qui initie les paysans aux méthodes modernes de culture. Mais il y a là une question de crédits, d'orientation politique générale. Le régime actuel est incapable de répondre aux besoins « Nous ne pouvons plus vivre dans ces conditions », disent déjà des paysans. Seule la classe ouvrière peut leur apporter une solution et sa lutte pour le pouvoir doit aussi avoir pour but de fournir des techniciens pour les coopératives paysannes.

M.

AVIS A NOS LECTEURS

A partir du numéro 108 paraissant en septembre 1960, « LA VERITE DES TRAVAILLEURS » sera mis en vente exclusivement dans les dépôts suivants :

- 1) Les bibliothèques du métro de Paris (correspondances et tête de lignes) ;
- 2) Les kiosques des gares de Paris et de banlieue ;
- 3) Les kiosques du Quartier Latin ;
- 4) Tous les kiosques des gares des villes de plus de 25.000 habitants.

Nous demandons instamment à nos lecteurs qui se fournissent chez un libraire ou à un kiosque non mentionné ci-dessus, de s'abonner (ce qui aiderait beaucoup notre journal) ou de nous faire savoir quel dépositaire nous devons toujours approvisionner.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS ».

E. FAJON EN CORRECTIONNELLE DÉSAVOUE A. LIECHTI

Etienne Fajon, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de *l'Humanité*, cité en justice, a fait une déclaration désavouant le jeune Alban Liechti qui ne voulait pas porter les armes contre le peuple algérien en lutte pour sa liberté. En substance, E. Fajon a exposé qu'il déconseillait la forme de protestation choisie par Alban Liechti.

C'était fait avec assez de circumlocutions, le désaveu n'en reste pas moins.

Que diront les jeunes militants qui, comme A. Liechti, restent sans directives et qui ne savent pas ce qu'ils doivent faire quand ils reçoivent leur feuille de route.

Le P.C.F. est le grand muet. Il n'organise plus le travail antimilitariste, et il laisse les jeunes livrés à eux-mêmes. Et ce qui est pis, les dirigeants ne loupent pas une occasion de protester de leur bonne conscience nationale.